

0320

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi



**MINISTRE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

**PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD - FND)**

Prêt : FAD/N°F/SEN/LUT-PAU/99/22 du 19/08/99
FND/N°286 du 25/05/99

Synthèse Revue 1204 - 14/12/2004

Dakar, le 9 décembre 2004

**NOTE DE SYNTHÈSE
SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLCP**

Le Projet de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP -FAD/FND) financé conjointement par le Gouvernement Sénégalais, la Banque Africaine de Développement et le Fonds Nordique de Développement, placé sous la tutelle du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale vise à contribuer à la réduction de la pauvreté par :

- l'élévation du niveau éducatif, des compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes cibles ;
- l'accroissement de leurs capacités de génération de revenus ;
- l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base et de leurs conditions.

Estimations du Coût du Projet

- En devises : 8,97 millions U.C
- En monnaie locale : 9,63 millions U.C
- Total 18,60 millions U.C.

Répartition du Financement

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C
- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND) : 5,00 millions U.C
- Contrepartie Sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

Date d'approbation du Prêt

FAD : 30 Juin 1999
FND : 31 Janvier 1999

Wooye	Coowaa
a - aa	n - nn
i - ii	m - mm
o - oo	d - dd
u - uu	b - bb
e - ee	k - kk
é - éé	

Gaowir 20 fan di weantu Mays 2011

Xayma

nafar

lim.

10-8-9-13-14

50-63-59-99

100-131-146

176-189-136

ff	ff	bb
1		



Date de signature du Prêt

FAD : 19/08/99

FND : 25/05/99

Date de Mise en vigueur du Prêt :

FAD: 15 février 2001

FND: Août 2001

Date du 1er Décaissement : 11 avril 2001

Date du dernier décaissement : 31 Décembre 2004

En résumé, le Prêt a été accordé le 30 juin 1999 par la BAD et a été mis en vigueur le 15 février 2001. Le premier décaissement est intervenu le 11 avril 2001 et le dernier devrait avoir lieu, sauf prorogation, au 31 décembre 2004.

Ces données de base révèlent un retard considérable de 18 mois entre la date de signature du prêt et celle de mise en vigueur. Ce retard est dû à la non satisfaction par l'Etat des conditionnalités de mise en vigueur du prêt.

La présente note décrit, de façon sommaire, les activités exécutées au 30 novembre 2004, par composante et celles attendues, les contraintes liées à leur réalisation et formule des recommandations.

1. ACTIVITES REALISEES :

a. Composante 1 : Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires

- ***Alphabétisation fonctionnelle :***
 - 40 formateurs formés et recyclés ;
 - 120 superviseurs des classes formés pour conduire les supervisions pédagogiques programmées ;
 - 1.200 facilitateurs/trices formés pour assurer l'alphabétisation des bénéficiaires et participer activement aux activités de développement des communautés de base (CB) ;

- 2.400 relais animateurs/trices en alphabétisation formés(es) pour contribuer à la pérennisation du programme ;
- 35.428 personnes alphabétisées soit un taux de 95 %
 - 29 644 femmes alphabétisées
 - 5 784 hommes alphabétisés
- Doté les apprenants en matériels didactiques :
 - 61 400 manuels fonctionnels utilisables en classe et à domicile pour la langue wolof
 - 51 000 manuels pulaar
 - 17 440 manuels mandinka
 - 21 400 manuels sérère
 - 600 manuels balante soit au total 151.840 manuels alpha
 - 1 200 tableaux noirs
 - 36 000 exemplaires de chaque type de fournitures
- **Information sensibilisation :**
 - 82 428 personnes sensibilisées sur les différents thèmes choisis et pour s'impliquer dans la mise en œuvre au niveau CB et la pérennisation des investissements
 - 38 429 hommes sensibilisés
 - 44 399 femmes sensibilisées
 - 140 relais en intermédiation sociale recrutés et formés
 - 122 relais en intermédiation sociale recyclés
 - Des supports édités et largement diffusés :
 - 11.650 affiches thématiques
 - 1 000 calendriers
 - 2 000 plaquettes d'information
 - 500 guides de sensibilisation
 - 450 agendas sur l'état d'avancement
 - 610 boîtes à images de sensibilisation
 - 8 500 supports d'IEC (tee-shirts, casquettes, foulards, bonnets)
- Evaluation interne à mi-parcours des activités d'alphabétisation de la 1ère cohorte effectuée par la SAFEFOD;
- Evaluation interne à mi-parcours des activités d'alphabétisation de la 2ème cohorte réalisée par la SAFEFOD ;
- Evaluation interne finale des activités d'alphabétisation de la 1ère cohorte effectuée par la SAFEFOD ;



- Evaluation externe à mi-parcours du programme d'alphabétisation réalisée par la Direction de l'Alphabétisation et des langues nationales DALN ex DAEB.

L'ensemble des réalisations rappelées ci-dessus correspond, pour la **Composante Renforcement de capacités**, à un taux d'exécution de **92%**.

b. Composante 2 : Microfinance et Appui aux Activités Génératrices de revenus

- Quatre études réalisées : Etude sur les créneaux porteurs, Diagnostic des structures de base, Diagnostic des SFD, Mise en place de systèmes de crédit adaptés aux pauvres
- Stratégie d'intervention de la composante développée et mise en oeuvre: Schéma de mobilisation du fonds de crédit, Conditions d'octroi, Processus de financement des projets, Rôles des intervenants dans le processus
- Partenaires recrutés : Sélection de 9 SFD et de 15 ONG chargées de l'encadrement technique des bénéficiaires et de leurs projets financés, Signature d'un protocole avec la Cellule AT/CPEC du Ministère de l'Economie et des Finances
- Deux (2) bureaux d'études recrutés pour la formation des partenaires institutionnels d'exécution
- Fonds de crédit mobilisé :
 - Pour l'Etat du Sénégal, **1.118.674.045 FCFA** ont été mobilisés comme suit :
 - Contrepartie 2001 : **392.674.045 F** (Septembre 2001)
 - Contrepartie 2002 : **365.000.000 F** (Juin 2003)
 - Contrepartie 2003 : **229.000.000 F** (Août 2003)
 - Contrepartie 2004: **132.000.000 F** (Juin 2004)
 - Pour le Fonds Africain de Développement, **654.895.050 FCFA** ont été virés :
 - Premier décaissement : **249.350.000 F** (Sept 2003)
 - Deuxième décaissement : **405 545 050 F** (Octobre 2004)
- Mise à disposition des fonds aux SFD
- Contrepartie : **1.118.674.045 F CFA**

- Fonds FAD : **249.350.000 F CFA**
 - **TOTAL : 1.368.024.045 F CFA**
- Projets financés par les SFD (démarrage : Mars 2003)
 - Elaboration de plus de 30.000 requêtes par les ONG
 - 222 CLEC financées pour un montant de **367.677.000 FCFA** avec un **taux de recouvrement de 98%** ;
 - Octroi de **18.517** crédits à **36.886** promoteurs(trices) par les SFD et les CLEC pour :
 - un volume global de crédit de **1.649 .652 .858 CFA** ;
 - un montant échu de **820.895.405 FCFA** ;
 - un montant recouvré de **788.059.589 FCFA** soit un taux de recouvrement global de 96%
 - Montant recouvré : **788.059.589 F CFA**
 - Encours : **607 764.385 F CFA.**
 - Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC) mises en place (depuis Septembre 2003)
 - Mise en place de 510 CLEC (installation des organes) ;
 - Equipement des 510 CLEC (tables, chaises, coffres, documents de gestion) ;
 - Formation des membres des CLEC en mise en place, gestion et promotion de leurs caisses, gestion du crédit, gestion comptable ;
 - Bénéficiaires et partenaires formés et recyclés :
 - 107 responsables des 15 ONG d'encadrement et agents de services formés en Micro finance ;
 - 101 représentants des 15 ONG d'encadrement et agents de services formés en gestion de projet ;
 - 150 représentants de MOD, d'ONG, de SFD et d'agents de services Techniques de l'Etat formés en approche genre et participation
 - 2.450 responsables de bénéficiaires formés sur la mise en place et la gestion des CLEC
 - 1.584 responsables de groupements bénéficiaires formés à la gestion financière des AGR

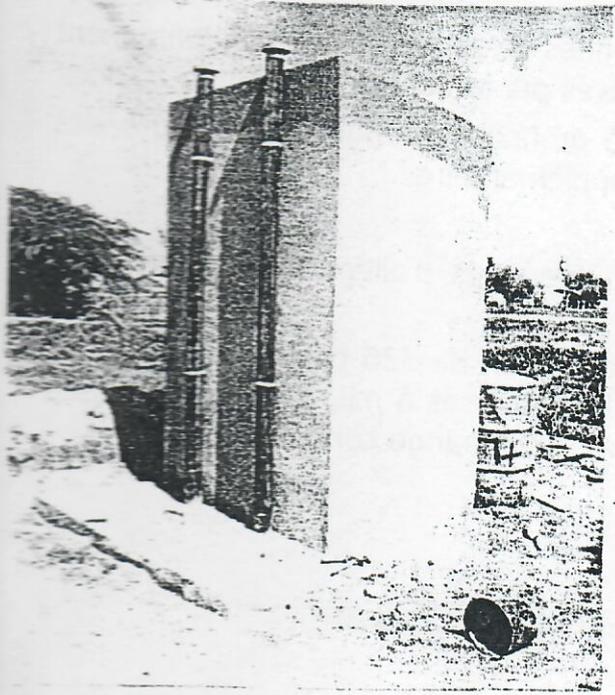
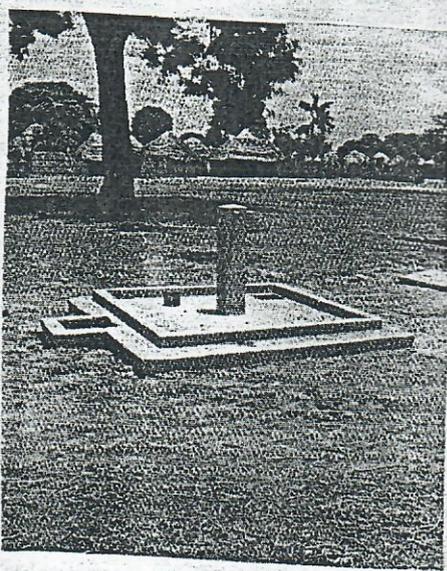
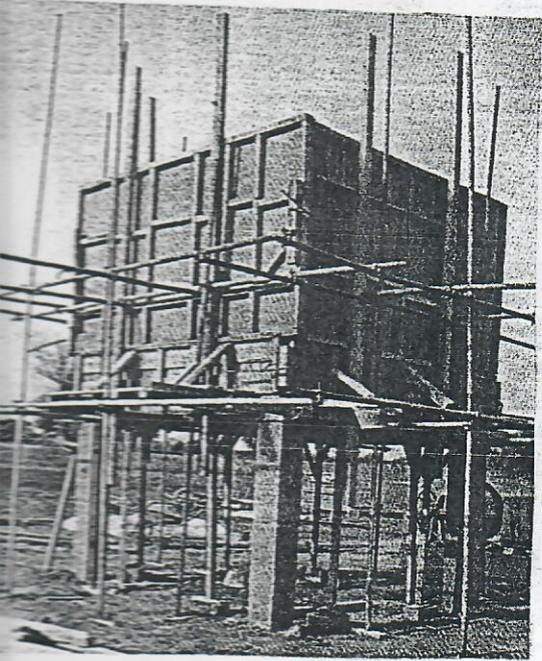
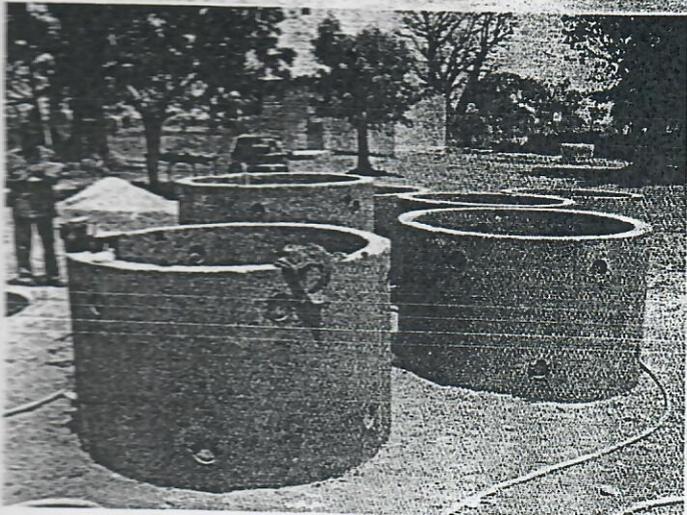


- 1.094 responsables des bénéficiaires formés en gestion de crédit
- Activités de financement suivies périodiquement :
 - Elaboration de fiche de suivi des activités des bénéficiaires
 - Missions de suivi et de supervision trimestriel des activités des partenaires d'exécution
 - Suivi technique de proximité des AGR par les ONG
 - Coordination et supervision des activités des partenaires par les URG au niveau régional et par la composante
 - Suivi des activités menées par les CLEC
- Activités des partenaires ONG / SFD évaluées par la Cellule AT/ CPEC

La Composante 2, Microfinance et Appui aux AGR a ainsi un taux d'exécution physique de 88%.

c. Composante 3 : Infrastructures, Equipements et Hydraulique

- Le programme de réalisation des infrastructures communautaires délégué à l'AGETIP est en bonne voie de finition avec la construction sur 36 sites de :
 - 16 cases foyers dotées de Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (CAPEC),
 - 14 cases des tout petits,
 - 14 cases de santé.
- Des travaux supplémentaires destinés à améliorer le fonctionnement des infrastructures, ont été approuvés par la Banque début juin 2004.
- Les réceptions provisoires ont été prononcées pour plus de 90% des ouvrages, y compris les travaux supplémentaires.
- Le processus d'acquisition des équipements d'allégement des travaux post-récolte est à son terme :
 - La réception a été faite pour le lot de 336 broyeurs à céréales, 18 décortiqueuses à mil, 12 batteuses à mil, 12 décortiqueuses à fonio et des lots de pièces de rechange connexes



- La réception des 120 charrettes asines et 96 charrettes équines est prévue pour le courant du mois de décembre 2004.
- Pour les équipements destinés aux cases foyers, cases des tout petits et cases de santé, les résultats de l'évaluation des offres ont été soumis à la Banque après la consultation lancée le **04 juin 2004** à l'échelon national. Les délais de livraison de ces équipements étant d'un mois après notification définitive des marchés, nous pensons que ce matériel pourrait être en place en fin janvier / début février 2005, suivant l'avis de non objection de la BAD sur les résultats de l'évaluation.
- La formation des 378 comités de gestion est déjà planifiée et budgétisée ; une requête a déjà été soumise à la Banque **depuis le 7 octobre 2004**, pour autoriser le Projet à confier ses sessions aux agents des C.E.R.P. Les manuels de formation ont déjà été confectionnés et les sessions pourraient démarrer dès que la Banque aura donné son avis de non objection.
- La formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) sera confiée aux Infirmiers chefs de poste du Ministère de la Santé et celle destinée aux animateurs polyvalents des cases des tout petits aux Personnels de l'Agence nationale de la Case des tout-petits. Une requête budgétisée a également été soumise à la Banque **le 7 octobre 2004** pour avis et les sessions démarreront dès que l'avis de non objection sera notifié.
- Le Groupement de bureaux d'études nordique et sénégalais COWI - AISB recruté au démarrage du Projet a réalisé toutes les études préalables et sa mission de supervision se poursuit convenablement sans difficulté.
- Deux bureaux de contrôle des travaux ont été recrutés également, avec quelques retards, mais leurs prestations ont été bien saluées.
- En ce qui concerne les travaux hydrauliques, deux entreprises ont été recrutées :
 - Le Consortium d'Entreprises CDE, pour la réalisation de 120 puits hydrauliques.

- La Sénégalaise de Voirie, de Travaux publics et de Génie civil SVTP/GC, pour la réalisation de 60 mini réseaux d'eau potable et 120 latrines.
- Un projet d'avenant au Contrat C.D.E, signé après avis favorable du FND, est en cours d'approbation ; il vise la modification des travaux sur certains sites où on mettra des forages en lieu et place de puits initialement prévus. Ces réaménagements n'entraînant aucune incidence financière par rapport au contrat de base.
- Le taux d'exécution des travaux est de 70% pour C.D.E et 80 % pour SVTP/ GC.
- Concernant les équipements d'exhaure, 37 électropompes solaires, 35 électropompes thermiques et un lot de pièces de rechange sont déjà arrivées à Dakar et la réception technique a été faite.
- Quant aux pompes manuelles, les colisages ont fait l'objet d'inspection préalable et l'acheminement est imminent.

Les réalisations présentées ci-dessus correspondent, pour la **Composante Infrastructures, Equipements et Hydraulique**, à un taux d'exécution physique de **76%**.

d. Composante 4 : Gestion

- La Composante Gestion a, à son actif, en plus des conditions préalables d'entrée en vigueur du Projet dont elle a contribué à la satisfaction :
 - Elaboration du plan d'exécution quinquennal
 - Elaboration de la stratégie d'intervention des différentes composantes
 - Elaboration du Manuel des opérations et procédures administratives et financières
 - Réalisation de l'étude du milieu
 - Elaboration du Plan global de passation des marchés
 - Suivi du processus de contractualisation pour l'acquisition des biens, travaux et services liés à la réalisation des activités

- Mise en place du cadre de partenariat à travers des protocoles, conventions et contrats
- Information et sensibilisation des bénéficiaires et des partenaires
- Gestion comptable et financière du Projet
- Audit comptable et financier pour l'exercice 2001 et 2002 (pour l'exercice 2003, le processus d'approbation du contrat est son terme)
- Mission de supervision trimestrielle par le bailleur
- Mise en place de l'appui institutionnel aux partenaires institutionnels et d'exécution
- Préparation des dossiers financiers pour le Fonds de crédit, le Compte spécial et le paiement direct
- Coordination et supervision des interventions des différentes parties prenantes
- Mise en place et suivi du fonctionnement régulier des Comités de pilotage
- Production de rapports d'activités, financiers et comptables
- Organisation d'un atelier de partage sur les stratégies des projets et programmes de lutte contre la pauvreté
- Organisation d'un atelier sur la cohérence entre les objectifs du Projet et ceux du DSRP
- Organisation d'un atelier bilan interne à mi-parcours et qui a permis de replanifier l'exécution du Projet
- Mise à niveau des parlementaires sur la stratégie d'intervention du Projet, en vue de leur implication dans la pérennisation des réalisations au niveau des communautés de base
- Mission de supervision générale des activités menée dans les cinq régions d'intervention avec la participation des partenaires institutionnels et d'exécution

Le taux d'exécution physique de la **Composante Gestion** du Projet s'élève à **93%**.

Le **taux global du Projet est à 84%**, comme suit :

Taux d'exécution physique par composante

<u>Composantes</u>	<u>Taux d'exécution dernière mission de supervision (juin 04)</u>	<u>Taux d'exécution actuelle</u>
Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (24,4%)	70%	92%
Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus (22,6%)	71%	88%
Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise (43,3%)	59%	76%
Gestion du projet (9,7%)	75%	93%
TOTAL POURCENTAGE (100%)	66%	84%

Taux d'exécution physique par catégorie

<u>Catégories</u>	<u>Taux d'exécution dernière mission de supervision (juin 04)</u>	<u>Taux d'exécution actuelle</u>
BIENS :		
- Equipements/mobilier/fourniture	20%	80%
TRAVAUX :		
- Construction/réhabilitation	33%	73%
SERVICES:		
- Etudes et supervision	28%	87%
- Services de spécialistes	49%	60%
- Formation	75%	97%
- Audit	50%	50%
DIVERS :		
- Fonds de crédit (18,8%)	30%	55%
FONCTIONNEMENT :		
- Fonctionnement (5,8%)	39%	48%
TOTALPOURCENTAGE (100%)	66%	84%

Pour la réalisation de ces activités, des paiements ont été effectués au profit des prestataires (taux de décaissement actuel) et des engagements sont dus, au titre des contrats et conventions signés et en cours de finalisation. Les règlements y afférents seront honorés, dès la présentation des factures définitives, d'ici fin janvier 2005 (soit le taux de décaissement prévisionnel).

Ainsi le taux de décaissement effectif et celui prévisionnel se présente comme suit, par source de financement :

Taux de décaissement	Actuel	Prévisionnel
Fonds du Prêt FAD et du don FAT	62%	74%
Prêt FND	54%	95%
Contribution Etat du Sénégal	126%	127%
TOTAL PROJET	66%	85%

NB : Le dépassement de la contribution de l'Etat s'explique par la mise à disposition des fonds additionnels pour renforcer des activités de formation, pour couvrir la prise en charge sociale des employés et assurer un appui complémentaire au fonctionnement au Projet

2. CONTRAINTES

a. Contraintes administratives :

- Insuffisance de l'autonomie administrative du projet, compte tenu du rapport d'évaluation (approbation des marchés par la tutelle) ;
- Inadaptation des procédures d'acquisitions de biens et services (recrutement des partenaires) par rapport à la nature du Projet :
 - La Complexité de l'acquisition des ouvrages de post alphabétisation concernant une multiplicité d'auteurs devant constituer les fonds de bibliothèques risquent de faire glisser l'activité au delà décembre 2004 date prévue pour la fin du programme ;

- Le démarrage tardif du volet alphabétisation a entraîné le non financement d'AGR des projets soumis par les apprenants dans beaucoup de classes ;
- Interprétations parfois divergentes des dispositions contractuelles entre le Projet et les partenaires d'exécution ;
- Absence de spécialiste en passation de marchés dans le dispositif de recrutement du personnel permanent.

b. Contraintes techniques :

- Localisation de certaines cibles dans des zones très éloignées et difficiles d'accès ;
- Multiplicité des partenaires dans la mise en œuvre des activités (hypothèse de risque mentionnée par le rapport d'évaluation) ;
- Réticence de certaines SFD à financer la catégorie I (CLEC) regroupant les groupes cibles les plus vulnérables ;
- La mise en place des bibliothèques communautaires risque d'être effective seulement au delà de décembre 2004.

c. Contraintes financières

- Insuffisance de l'autonomie financière du projet, compte tenu du rapport d'évaluation, même s'il a été noté une nette amélioration par rapport à l'ancien Projet ;
- Non prise en compte par les bailleurs des frais et agios bancaires ;
- Insuffisance ou inexistence de certaines rubriques de dépenses notamment :
 - les rémunérations des prestations des ONG chargées de l'encadrement technique, au vu de l'éloignement et de l'enclavement des communautés de base ciblées.
 - le coût des études et équipements destinés aux infrastructures socio-communautaires,
 - les rencontres des comités de pilotage et cadres de partenariat,
 - l'acquisition de logiciel de gestion pour le suivi financier et budgétaire des activités du Projet,
 - le recrutement d'un consultant en passation des marchés
- Lenteur du processus de décaissement des fonds de l'Etat comme des bailleurs ;

- Retard dans la mobilisation du fonds de crédit (FAD) ;
- Remise en cause du dispositif de financement de la composante microfinance (en octobre 2003) par la BAD.

3. PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2005 :

a. Composante 1 : Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires :

- Consolidation du programme d'alphabétisation avec le MOD actuel
- Mise en place des 600 bibliothèques
- Evaluation interne finale de la 2ème cohorte
- Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation
- Publi-reportage sur l'état d'exécution du Projet (décembre 2004)
- Réalisation du film documentaire sur le projet (prévu en janvier 2005)
- Réalisation des fora d'échanges entre les CB bénéficiaires
- Réalisation de la brochure sur le bilan du projet

Chronogramme des activités de la composante 1 :

Activités	Début	Fin
Restitution résultats évaluation externe à mi-parcours du programme d'alphabétisation par la DALN	01/01/2005	15/02/2005
Conduite du programme de rattrapage en apprentissages fondamentaux	01/02/2005	30/05/2005
Consolidation du programme de post alphabétisation (suivi mise en place bibliothèques et ouvrages post alpha, recyclage des relais facilitateurs)	01/01/2005	30/09/2005
Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation par la DALN	01/05/2005	15/10/2005
Organisation de foras régionaux d'échanges (2400 relais en IS, clec, promoteurs de projets comités de gestion cases foyer)	01/01/2005	31/07/2005
Restitution/validation de la brochure sur le bilan du projet	01/04/2005	15/10/2005
Recyclage des relais en intermédiation sociale et accompagnement dans le processus de mise en place de leur	01/02/2005	31/07/2005

réseau		
Missions de suivi des activités sur le terrain	01/01/2005	30/11/2005
Alphabétisation des serignes daaras	01/02/2005	15/04/2005
formation membres GPF en teinture	01/03/2005	15/05/2005

b. Composante 2 : Microfinance et Appui aux Activités Génératrices de revenus

- Signature de nouvelles conventions avec 14 SFD pour la finalisation du volet crédit
- Mise à disposition du reliquat sur le fonds de crédit aux bénéficiaires par les 14 SFD
- Formations complémentaires pour les bénéficiaires
- Coordination et supervision des activités des partenaires par les URG au niveau régional et par la composante
- Suivi des activités menées par les CLEC
- Evaluation finale des activités de financement et d'AGR par la cellule AT/CPEC

Chronogramme des activités de la composante 2 :

Activités	Début	Fin
Mobilisation du Fonds de crédit restant	03/01/2005	31/03/2005
Mise à disposition des Fonds	03/01/2005	29/04/2005
Poursuite des financements	03/01/2005	29/07/2005
Equipement des CAPEC	01/02/2005	28/02/2005
Formation des bénéficiaires	01/02/2005	31/08/2005
Formation des partenaires	01/03/2005	31/08/2005
Etude sur l'utilisation du Fonds de crédit	04/04/2005	31/05/2005
Evaluation fin de parcours AT/CPEC	03/10/2005	30/11/2005
Missions de suivi Composante 1	15/03/2005	31/03/2005
Missions de suivi Composante 2	09/06/2005	06/07/2005
Mission de suivi Composante 3	01/11/2005	24/11/2005
Missions de suivi AT/CPEC 1	01/03/2005	30/12/2005
Missions de suivi AT/CPEC 2	15/03/2005	31/03/2005
Missions de suivi AT/CPEC 3	01/11/2005	24/11/2005

Evaluation année Prorogation	01/11/2005	30/12/2005
Consolidation mécanismes de financement	04/04/2005	30/12/2005
Reconstitution du Fonds de Crédit	01/08/2005	30/12/2005
Missions de suivi AT/CPEC	01/03/2005	30/12/2005

c. Composante 3 : Infrastructures, Equipements et Hydraulique

- Réception et installation des équipements destinés aux infrastructures socio-communautaires
- Inauguration des infrastructures socio-communautaires équipées
- Réception définitive des infrastructures socio-communautaires
- Installation des équipements d'allègement des travaux post-récolte au niveau des CB
- Formation des comités de gestion et maintenanciers sur site
- La formation destinée aux opérateurs pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récolte sera réalisée par les fournisseurs au moment de la mise en place desdits équipements.
- La formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents des cases des tout petits aux Personnels de l'Agence nationale de la Case des tout-petits.

Chronogramme des activités de la composante 3 :

Activités	Début	Fin
Poursuite des travaux et Reception techniques des trois Infrastructures communautaires restants (Cases foyers, cases tout petits, cases de santé, etc.)	03/01/2005	31/01/2005
Installation des Equipements des Cases foyers, cases tout petits, cases de santé, etc.	03/01/2005	28/02/2005
Finalisation de la mise en place des Equipements d'allègement (Broyeurs, batteuses, décortiqueuses, etc.)	03/01/2005	31/01/2005

Poursuite réalisation des ouvrages hydrauliques et d'assainissement et réception échelonnée	03/01/2005	28/02/2005
Poursuite Installation et mise en service Electropompes thermiques et solaires et Pompes manuelles	03/01/2005	31/03/2005
Poursuite Formation des membres des comités de gestion des équipements post récolte	03/01/2005	15/02/2005
Formation des membres des comités de gestion des points d'eau	03/01/2005	31/03/2005
Formation des Fontainiers (Maintenance)	03/01/2005	31/03/2005
Poursuite Formation des Opérateurs d'Equipements post récolte	03/01/2005	31/01/2005
Formation du Personnel des cases de santé	03/01/2005	30/06/2005
Formation des Auxiliaires des Cases des tout petits	03/01/2005	31/01/2005
Formation thématique des Bénéficiaires des cases foyers	03/01/2005	30/06/2005
Suivi / Accompagnement des bénéficiaires	03/01/2005	30/12/2005
Mise en œuvre programme extension du volet hydraulique	03/01/2005	30/12/2005

d. Composante 4 : Gestion

- Finalisation de l'évaluation à mi-parcours des activités du Projet
- Enquêtes à mi-parcours de suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées
- Finalisation de l'audit des comptes pour l'exercice 2003 et préparation de celui de 2004
- Evaluation finale des activités du Projet
- Enquêtes finales pour le suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées
- Réunions des comités de pilotage et cadres de concertation
- Coordination, suivi et supervision des activités du Projet

- Rapport d'achèvement du Projet.

Chronogramme des activités de la composante 4 :

Activités	Début	Fin
Finalisation de l'évaluation à mi-parcours des activités du Projet	02/12/2004	25/01/2005
Enquêtes à mi-parcours de suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées	15/12/2004	31/01/2005
Finalisation de l'audit des comptes pour l'exercice 2003 et préparation de celui de 2004	15/12/2004	28/02/2005
Evaluation finale des activités du Projet	01/07/2005	30/09/2005
Enquêtes finales pour le suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées	01/07/2005	30/09/2005
Réunions des comités de pilotage et cadres de concertation	01/01/2005	31/12/2005
Coordination, suivi et supervision des activités du Projet	01/01/2005	31/12/2005
Rapport d'achèvement du Projet	30/09/2005	31/12/2005

4. RECOMMANDATIONS

- Renouveler les contrats des 1200 facilitateurs pendant 4 mois (janvier - avril 2005) et les redéployer dans les classes pour la consolidation des modules dispensés sans manuels d'alphabétisation
- Conduire au terme des 4 mois de prorogation des apprentissages, un programme de recyclage des relais/ facilitateurs en alpha pour une pérennisation des bibliothèques mises en place et la préservation des acquis enregistrés
- Confier au MOD alpha l'accompagnement du processus de mise en place des bibliothèques de formation thématique en gestion de bibliothèques communautaires
- Faire réaliser l'évaluation externe finale du programme par la DALN à l'issue des 4 mois de prorogation des apprentissages fondamentaux.
- Programmer la sortie de la brochure sur le bilan du projet à l'issue des différentes évaluations finales pour y intégrer les données recueillies à cet effet.
- Recycler les relais en intermédiation sociale et les accompagner dans le processus de mise en place de leur réseau ;

- Lier la rémunération des ONG aux activités directement menées par elles ;
- Assouplir les procédures d'acquisition des biens et services et de décaissement du fonds de crédit ;

Des mécanismes et des procédures transparentes de gestion de ce fonds, impliquant les organisations fédératives des groupes vulnérables, seront mis en place.

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de lutte contre la pauvreté, des perspectives intéressantes en termes d'amélioration des conditions de vie des populations et de renforcement des capacités locales sont envisagées.

En effet, le nouveau **Projet d'Appui à la Réduction de la Pauvreté « PAREP »** sur financement du PNUD d'un montant de **4.500.000 dollars US** sera mis en œuvre à partir du 2^e semestre 2003 pour une période de 3 ans, principalement dans le domaine du renforcement des capacités et des moyens d'existence durable et suivant le mode opératoire du « faire-faire ».

Le **PLCP-FAD-FND** envisage de son côté, d'alphabétiser plus de 36.000 bénéficiaires, de mettre en place 2 400 prêts aux caisses villageoises d'épargne et de crédit, de financer 290.000 micro-crédits et AGR et de réaliser **600 micro-projets** d'infrastructures de base avec une forte implication de la société civile.

L'**AFDS**, compte également, non seulement réaliser les **1 000 micro-projets** initialement visés, mais faire l'extension de ses activités dans d'autres régions dont principalement celle de Ziguinchor, qui fera du reste l'objet d'un guichet unique avec tous les projets du Ministère selon une approche programme conformément aux directives de Monsieur le Président de la République.

Compte tenu de l'ensemble de ces perspectives, mon Département ambitionne d'atteindre un taux d'investissement du sous secteur développement social, de l'ordre de 21 % par PTIP, soit 7 % par an afin d'approcher en 2008 la norme internationale de 50 % de dépenses de priorité sociale, conformément au mécanisme de l'initiative 20/20.

Cette ambition pourra être réalisée grâce à une nouvelle dynamique de développement d'activités d'impact en matière de lutte contre la pauvreté avec une stratégie plus soutenue de visibilité des meilleures pratiques qui créent et maintiennent l'espoir chez nos populations démunies tout en valorisant leur potentiel d'auto développement.

Cette approche sera articulée à un dispositif de suivi-évaluation plus systématique et opérationnel avec des indicateurs de performance des différents projets et programmes.

L'amélioration du processus de prévention et d'intégration sociale des groupes les plus vulnérables notamment les personnes handicapées, les enfants de la rue,

les personnes âgées sans soutien, à travers la mise en place de programmes spécifiques constituera plus que par le passé un axe majeur d'intervention de mon Département, déjà pris en compte dans la matrice d'actions prioritaires pour l'année 2003.